

REPUBLIQUE DE GUINEE

Travail-Justice-Solidarité

.....

**MINISTERE DE LA COMMUNICATION, DE L'ECONOMIE
NUMERIQUE ET DE L'INNOVATION (MCENI)**

.....

**PROJET DE TRANSFORMATION NUMERIQUE POUR L'AFRIQUE/PROJET
REGIONAL D'INTEGRATION NUMERIQUE EN AFRIQUE DE L'OUEST
(WARDIP-GUINEE)**

AVIS A MANIFESTATIONS D'INTERET

SERVICES DE CONSULTANT (Individu)

GN-WARDIP - GUINEE-533214-CS-INDV

Référence de l'accord de financement : IDA : Crédit N° 74440GN

N° d'Identification du Programme : P176932

Client : Ministère de la Communication, de l'Economie Numérique et de l'Innovation (MCENI) représenté par le Projet Régional d'Intégration Numérique en Afrique de l'Ouest (WARDIP-GUINEE).

**AVIS A MANIFESTATION D'INTERET POUR LE RECRUTEMENT D'UN
CONSULTANT INDIVIDUEL POUR L'ETUDE DE FAISABILITE TECHNIQUE
ET FINANCIERE DE L'ACADEMIE NATIONALE DU NUMERIQUE EN
GUINEE**

Date début : 16 Février 2026

Date limité : 09 Mars 2026

Contexte et justification de la mission

Le Gouvernement de la République de Guinée a obtenu un financement de 60 millions de dollars \$ de l'Association Internationale pour le Développement (IDA) pour financer le coût du Projet de Transformation Numérique pour l'Afrique/ Projet Régional d'Intégration Numérique de l'Afrique de l'Ouest (DTfA/WARDIP) placé sous la tutelle du Ministère de la Communication, de l'Economie Numérique et de l'Innovation (MCENI). Le Projet a l'intention d'utiliser une partie de ce montant pour effectuer les paiements au titre du **Recrutement d'un consultant individuel pour l'Etude de Faisabilité Technique et Financière de l'Académie Nationale du Numérique en Guinée.**

Objectif de la mission :

La mission du consultant consiste à étudier les conditions de mise en place de l'Académie Nationale du Numérique moderne et inclusive visant à former et à certifier-les agents publics, les jeunes diplômés et les professionnels du secteur privé (y compris les femmes et les personnes vivant en situation de handicap) dans les domaines du numérique, en partenariat avec plusieurs éditeurs technologiques internationaux et les garanties nécessaires à sa pérennité.

Les objectifs spécifiques de la mission sont :

- Procéder à un état des lieux pour mieux connaître les besoins nationaux (secteur public et privé) et évaluer l'offre de formation existante proposée par les diverses institutions et partenaires ;

- Proposer des programmes de formation axés sur les métiers et compétences à forte demande, afin de répondre efficacement aux priorités nationales en matière de transformation numérique et d'employabilité ; ces programmes doivent être complémentaires avec les programmes élaborée par les assistances techniques «développement d'un programme et d'une méthodologie visant à renforcer l'écosystème de l'entrepreneuriat numérique en guinée » et « l'étude de faisabilité, plan d'affaires, études environnementales et sociales et soutien à la mise en place de centres d'apprentissage récréatif pour la technologie, l'innovation-CARTIC» ;
- Identifier et évaluer les partenariats stratégiques à établir avec les éditeurs technologiques internationaux et les institutions publiques et privées nationales, dont l'Académie aura besoin ;
- Définir une structure organisationnelle et un cadre de gouvernance favorisant la coordination entre les parties prenantes et la gestion durable de l'Académie ;
- Proposer un modèle économique soutenable, non orienté vers le profit, mais permettant de couvrir les charges récurrentes de fonctionnement (maintenance préventive, connectivité, énergie, ressources humaines, etc.) et d'assurer la pérennité institutionnelle de l'Académie.

Résultats attendus

- Une analyse complète des besoins nationaux en compétences numériques à l'horizon 2030 est réalisée, intégrant les tendances du marché du travail, les priorités gouvernementales et les évolutions technologiques, ainsi qu'une évaluation critique de l'offre actuelle de formation existante en Guinée ;
- Une typologie claire des métiers et compétences prioritaires pour le secteur public et privé est définie, accompagnée de propositions de programmes de formation adaptés, visant à renforcer les capacités nationales et à soutenir la transformation numérique du pays ;
- Les partenariats stratégiques nécessaires avec les éditeurs technologiques internationaux, les institutions nationales, les universités et les acteurs du secteur privé sont identifiés, analysés et assortis de modalités de collaboration viables (licences, transfert de compétences, accompagnement pédagogique ;
- Un cadre de gouvernance structuré et inclusif est proposé, précisant les rôles et responsabilités des acteurs publiques, y compris du MCENI, du METFPE et de l'ANDE, des partenaires techniques et financiers, ainsi que des acteurs académiques et privés impliqués ;
- Un modèle économique soutenable est élaboré, garantissant la prise en charge durable des coûts récurrents de fonctionnement (maintenance, connectivité, énergie, ressources humaines, licences), sans but lucratif, mais assurant la pérennité opérationnelle et institutionnelle de l'Académie à moyen et long terme.

La mission sera réalisée dans un délai de 8 semaines. Le démarrage de la mission sera acté par la réception de la lettre de prise de service.

TACHES DU CONSULTANT

Pour parvenir à ces résultats, le consultant sera chargé de :

1) Diagnostic stratégique et cartographie des besoins

- Effectuer une analyse approfondie de l'existant, incluant les infrastructures numériques, ressources pédagogiques et capacités humaines déjà mobilisées dans les écoles, institutions de formation et centres techniques publics et privés ;
- Veiller à ce que les programmes de formation proposés intègrent, en complément des compétences techniques, des modules portant sur les compétences transversales et relationnelles nécessaires à la mise en œuvre efficace des projets numériques, notamment le travail collaboratif, la communication professionnelle, la gestion de projet, la conduite du changement, etc. ;
- Identifier et caractériser les acteurs clés du marché de la formation numérique en Guinée (forces, faiblesses, complémentarités, chevauchements), y compris les initiatives soutenues par des partenaires techniques et financiers ;
- Réaliser une analyse SWOT du secteur de la formation aux métiers du numérique afin d'identifier les enjeux, les risques et les opportunités liés au positionnement de la future Académie.

2) Conception de l'offre et des modèles de formation

- Proposer des modèles de programmes de formation adaptés aux besoins identifiés (agents publics, jeunes diplômés, professionnels), et alignés sur les référentiels des principaux éditeurs technologiques internationaux ;
- Définir des parcours modulaires et progressifs (initiation, professionnalisation, spécialisation) favorisant l'accès inclusif et la certification des apprenants ;
- Évaluer les ressources pédagogiques et technologiques nécessaires (licences, laboratoires, LMS, contenus) et formuler des scénarios d'investissement graduels - tenir compte des besoins supplémentaires pour la formation proposée et faire des suggestions en s'appuyant sur l'infrastructure existante.

3) Partenariats et écosystème de collaboration

- Identifier les partenariats stratégiques nécessaires à la mise en œuvre de l'Académie (éditeurs technologiques, universités, institutions publiques et privées, incubateurs, etc.) ;
- Proposer un modèle de partenariats avec les organismes et institutions des secteurs public et privé pour une meilleure prise en charge des diplômés de l'Académie ;
- Définir les modalités de collaboration et de contribution de ces partenaires (appui technique, transfert de compétences, co-certification, cofinancement, accompagnement pédagogique).

4) Gouvernance et modèle de fonctionnement

- Proposer une structure de gouvernance claire et inclusive, intégrant les principales parties prenantes (public et privé), et favorisant une meilleure fonctionnalité de l'Académie ;
- Définir un modèle de gestion opérationnelle assurant la coordination entre les partenaires, la supervision pédagogique et la maintenance technique (y compris des modèles de mentorat, stage, etc.).

5) Modèle économique et plan de soutenabilité

- Élaborer un modèle économique soutenable, non orienté vers le profit, mais garantissant la couverture des charges récurrentes (maintenance préventive, énergie, connectivité, licences, ressources humaines, etc.) ;
- Proposer un plan de financement à moyen terme (3–5 ans), intégrant les contributions attendues de l'État, des partenaires et d'éventuelles recettes issues de services de formation continue ou de certification.

6) Analyse des risques et plan de mitigation

- Identifier les contraintes et risques (techniques, institutionnels, financiers, de ressources humaines) à chaque étape du projet ;
- Proposer des mesures d'atténuation et de suivi, assorties d'indicateurs de performance mesurables (KPI).

Le Ministère de la Communication, de l'Economie Numérique et de l'Innovation (MCENI) représenté par le Projet Régional d'Intégration Numérique en Afrique de l'Ouest (WARDIP-GN) invite les Consultants individuels à présenter leur candidature en **langue française** en vue de fournir les services décrits ci-dessus. Les consultants intéressés doivent fournir les documents suivants : Cv, lettre de motivation, références, diplômes, attestations de services faits et attestations de formations complémentaires.

QUALIFICATIONS REQUISES

Le Consultant devra disposer des qualifications et compétences suivantes :

1. Formation académique

- Être titulaire d'un diplôme d'enseignement supérieur de niveau Master (ou équivalent) dans le domaine des nouvelles technologies de l'information et de la communication – TIC, ingénierie informatique, économie numérique, ou diplôme similaire ;
- Une formation complémentaire en gestion de projet, politiques publiques, ou développement organisationnel serait un atout.

2. Expérience professionnelle générale

- Une expérience professionnelle avérée d'au moins 10 ans dans l'élaboration des programmes de formation dans le domaine des TIC ;
- Une expérience professionnelle dans le domaine de l'enseignement supérieur ou la formation technique et professionnelle, ou à la mise en place d'institutions de formation en TIC ;
- Avoir une expérience significative dans la planification et la conception de programmes de renforcement des capacités ou d'académies technologiques.

3. Expérience spécifique liée à la mission

- Avoir réalisé au moins trois (3) études ou missions similaires portant sur la conception, la faisabilité ou l'opérationnalisation d'établissements de formation ou de centres d'excellence dans le domaine du numérique.
- Une expérience dans la région Afrique de l'Ouest ou dans un contexte institutionnel comparable constituera un atout majeur.

4. Certifications et atouts supplémentaires

- Détenir des certifications techniques ou pédagogiques (ex. Cisco CCAI, Microsoft MCT, Huawei ICT Instructor, PMP, etc.) constitue un atout appréciable ;

- Capacité prouvée à travailler dans un environnement multipartite (gouvernement, bailleurs, secteur privé, universités) et à produire des livrables de qualité dans des délais contraints.

5. Compétences techniques et linguistiques

- Excellente maîtrise des outils et tendances du numérique : infrastructures TIC, cybersécurité, cloud, plateformes collaboratives, e-learning, ingénierie de formation ;
- Bonne connaissance des modèles économiques soutenables appliqués aux centres de formation publics ;
- Maîtrise du français (écrit et oral) ; la connaissance de l'anglais est souhaitée, notamment pour l'analyse des partenariats avec les éditeurs technologiques internationaux.

Les critères d'éligibilité, l'établissement de la liste restreinte et la procédure de sélection seront conformes aux directives de sélection de consultants individuels de la Banque mondiale « Règlements pour la Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le FPI » de la Banque mondiale édition Septembre 2025.

Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires au sujet des documents de référence (TDR) à l'adresse mentionnée ci-dessous et aux heures suivantes :


Du lundi au jeudi : de 9 heures à 16 heures 30 mn Le vendredi : de 9 heures à 13 heures.

Les expressions d'intérêt doivent être déposées ou transmises par courriel aux adresses mentionnées ci-dessous au plus tard le **09 Mars 2026 à 12 h 00 mn GMT**. Les enveloppes doivent porter expressément la mention « *Manifestation d'intérêt pour le Recrutement d'un consultant individuel pour l'Etude de Faisabilité Technique et Financière de l'Académie Nationale du Numérique en Guinée* ».

À l'attention de : Monsieur le Coordonnateur par intérim du Projet Régional d'Intégration Numérique en Afrique de l'Ouest (WARDIP-GN).

L'adresse dont il est fait mention ci-dessus est : Projet Régional d'Intégration Numérique en Afrique de l'Ouest (WARDIP-GN), Quartier Kaporo, Commune de Ratoma-Conakry, Immeuble BAH Kadiatou, référence la Société Easycom et à proximité du pont Kiridi, E-mail : E-mail : coordonnateur@wardip.gn / spm@wardip.gn / assistant.spm@wardip.gn avec copie obligatoire à : assistante.direction@wardip.gn.

Fait à Conakry, le 13 Février 2026



M. Fodé YOULA
Coordonnateur par intérim de WARDIP